

LETTRE FLASH N° 108

13 MARS 2025

APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE

Un budget délétère pour l'ESR public

Le 6 février, le budget de l'État a été voté par l'Assemblée Nationale. Un budget d'austérité qui impose une économie de 50 milliards d'euros. Dans le même temps, le président de la République a annoncé la semaine dernière son intention d'augmenter de manière conséquente le budget "défense". Le SNESUP-FSU refuse la fausse alternative qui nous obligerait à choisir entre la paix et la défense de notre modèle social, de nos services publics et de la liberté de recherche.

Pour l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), la baisse du budget 2025 est historique. Ce dernier ne fait qu'aggraver la pénurie et creuser des inégalités que le SNESUP-FSU dénonce régulièrement. Nous sommes maintenant sur un seuil d'alerte et nous appelons, avec gravité, à une mobilisation massive. Cette semaine, le CNESER a voté quasiment à l'unanimité contre la répartition de ce budget (95 % de votes contre). D'une part, ce budget établit le record de la plus faible part du budget général de l'État accordée à la Mission interministérielle Recherche et Enseignement supérieur par un gouvernement depuis plus de 20 ans.

D'autre part, pour la première fois, la pré-notification de la subvention pour charge de service public (SCSP) 2025 des établissements universitaires est inférieure à celle de l'année précédente, qui plus est en euros courants !

Alors que 80 % des universités affichaient un budget déficitaire à la fin de l'année 2024, près de la moitié d'entre elles voient leur SCSP pré-notifiée diminuer.



Dans presque tous les établissements, des mesures d'austérité sont imposées à travers des plans de retour à l'équilibre financier (gel et suppression de postes, fermeture de formations, baisse des capacités d'accueil, diminution des budgets de fonctionnement en matière de recherche et de formation, absence d'investissement et de commandes d'ouvrages dans les bibliothèques universitaires, arrêt des travaux et de la rénovation du bâti ...). L'idée de faire payer aux étudiant·es extra-européen·nes des droits d'inscription très élevés revient en force et constitue probablement une première étape vers l'augmentation généralisée des frais d'inscription pour tous et toutes.

Alors que le nombre de bacheliers et de bachelères devrait encore progresser, la pénurie de places dans l'enseignement public jette les jeunes et leurs familles dans les filets d'un enseignement privé sans scrupule – notamment lucratif – que le gouvernement subventionne à coup de milliards via l'apprentissage et les crédits d'impôts, et dont on voit aujourd'hui les effets pervers par exemple avec l'affaire Galileo (formations vides de contenu, coûts exorbitants incitant à des prêts étudiant·es, mise en danger des étudiant·es en rognant sur les bâtiments, quête de la rentabilité à tout prix, etc.).

Le SNESUP-FSU revendique un budget en augmentation de 8 Md€ pour créer les 150 000 places manquantes dans les formations supérieures publiques, augmenter les taux d'encadrement, financer la recherche, augmenter les salaires et assurer la rénovation immobilière.

Des attaques inédites contre la Science et les scientifiques

Aux États-Unis, les attaques obscurantistes de l'administration Trump, les licenciements en masse dans les services publics, sa croisade contre l'esprit critique, la Science et les scientifiques sont gravissimes et constituent un véritable coup de semonce. Elles font craindre la systématisation d'attaques similaires en France dont nous sommes déjà témoins. Partout dans le monde, la liberté académique est attaquée. Les sciences dérangent. L'université dérange. Un certain nombre de thématiques sont particulièrement ciblées car elles analysent, questionnent et peuvent remettre en cause l'ordre établi. Nous devons défendre les collègues dans l'exercice de leur métier contre les attaques individuelles qui vont du discrédit scientifique aux entraves à l'exercice du métier en passant par des menaces de révocation.

Le SNESUP-FSU appelle à un **rassemblement le 18 mars de 12h30 à 13h30 devant le siège du HCERES**, pour dénoncer l'ineptie de cette campagne d'évaluation et obtenir une autre procédure.

Le SNESUP-FSU appelle par ailleurs à s'emparer dès maintenant, y compris par la grève, de la date du **27 mars 2025, prochaine journée nationale d'action** envisagée par l'intersyndicale de l'ESR ([voir ici](#) le préavis de grève), pour amplifier la mobilisation en cours.



AGENDA SOCIAL

à retrouver ici

Nombre de dates sont déjà dans le paysage. Le SNESUP-FSU appelle à s'en saisir largement.

- **Appel Rassemblement/Palestine le 14 mars** pour une paix juste et durable et le respect du droit international ([voir appel ici](#))
- **Appel à rassemblement le 18 mars de 12h30 à 13h30** devant le siège du HCERES, 19 Rue Poissonnière, 75002 Paris
- **Appel au 20 mars, reconquête de la sécurité sociale et accès aux soins** ([voir appel ici](#))
- **Appel au 22 mars**, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale ([voir appel ici](#))
- **Appel au 27 mars**, journée nationale de mobilisation dans l'ESR (à confirmer par l'intersyndicale)

VOTES : 33 POUR ; 0 NPPV ; 5 ABST ; 1 CONTRE